

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

PRÉFECTURE DE L'Hérault
10 JUL. 2018
DRCL - PLATEFORME

**Zone d'aménagement concerté EAI
Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de
Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les
participations financières liées au volet eau potable
en dehors du périmètre de la ZAC
Approbation - autorisation de signature**

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m², doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

La création de la ZAC EAI :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- l'ancienne caserne Guillaud et un petit secteur avenue Lepic ;
- le secteur des Chasseurs composé pour partie d'ilots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public,
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - réseau d'eaux usées,
 - réseau d'eau potable et défense incendie,
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
 - réseau de télécommunications,
 - réseau de chaleur urbain,
 - génie civil de vidéo-surveillance,
- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
 - une crèche de 48 berceaux,
 - un groupe scolaire de 20 classes,
- les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable),
 - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet d'ensemble est par ailleurs l'opportunité d'améliorer la situation hydraulique des bassins versants existants, dont les ouvrages sont à ce jour déjà saturés. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé à terme dans le Lantissargues, via les aménagements du parc Montcalm. L'ouvrage d'assainissement unitaire de l'avenue Lepic qui déborde lors d'épisodes pluvieux peu intenses et n'assure donc pas efficacement l'évacuation des eaux de pluies de la partie Nord de la caserne Guillaud vers le ruisseau des Aiguerelles, sera ainsi déchargé.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

S'agissant des équipements publics réalisés à l'intérieur de la ZAC et destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences, ils seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable situés hors du périmètre de ZAC, le financement de l'extension du réseau sous la rue des Chasseurs sera pris en charge à 100% par l'opération : le montant de la participation de la ZAC a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 200 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas).

Par ailleurs, des travaux de renforcement des ouvrages de l'étage 80 du réseau d'eau potable (stockage et réseaux) sont programmés dans le schéma directeur d'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ; un raccordement du réseau interne de la ZAC EAI sur l'étage 80 s'avère nécessaire pour desservir les futurs bâtiments avec une pression suffisante jusqu'aux derniers étages : le montant de la participation de la ZAC à ce renforcement du réseau AEP a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 600 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas), soit 50 % du coût total estimé, défini au prorata des besoins générés par la ZAC par rapport aux besoins totaux futurs identifiés de l'étage de pression.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 2 500 logements de la ZAC et les 30 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Un projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur s'avère nécessaire pour préciser les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC (extension et renforcement des ouvrages d'eau potable), ainsi que les modalités de réception des

travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole. Il est joint en annexe de la présente délibération.

Par délibération du 26 avril 2018, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en a approuvé les termes.

La Ville de Montpellier ayant confié l'aménagement et l'équipement des terrains de la ZAC EAI à la SA3M par le biais d'une concession d'aménagement approuvée le 25 juin 2012 et signée le 11 juillet 2012, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les termes de cette convention tripartite dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur qui précisera les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC, ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe_Convention tripartite.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA COMMUNE DE MONTPELLIER, LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Montpellier Méditerranée Métropole notamment compétente en matière d'assainissement des eaux usées, d'alimentation en eau potable et de défense extérieure contre l'incendie sur le territoire de la commune de Montpellier, représentée par son Président habilité à signer les présentes en vertu de la délibération n°12656 du Conseil de communauté en date du 27 novembre 2014, et désignée ci-après par la MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE.

D'UNE PART,

ET

La commune de Montpellier compétente en matière d'aménagement du territoire représentée par Monsieur le Maire habilité à signer les présentes en vertu de la délibération du conseil municipal en date duet désignée ci-après par LA COMMUNE,

D'AUTRE PART

ET

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société, au capital de

Enregistrée au Rcs MONTPELLIER sous le N°

dont le siège social est,

représentée par

Désignée ci-après par L'AMENAGEUR



IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI

Par délibération du conseil municipal en date du 26/01/2017 la commune de Montpellier a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

LA COMMUNE a confié l'aménagement et l'équipement des terrains de cette ZAC à la SA3M par le biais d'une concession d'aménagement par délibération du conseil municipal du 25/06/2012.

Dans la phase de réalisation de la ZAC, MONTPELLIER MEDITERRANNEE METROPOLE est amenée à délibérer pour l'approbation du programme des équipements publics.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre par l'AMENAGEUR :

- de sa participation financière aux équipements nécessaires pour satisfaire les besoins de la ZAC ;
- d'incorporation des équipements de voirie, d'éclairage public, d'eaux pluviales, d'eaux usées, d'eau potable et de défense incendie créés au sein de la ZAC dans le patrimoine de MONTPELLIER MEDITERRANNEE METROPOLE.

I - PARTICIPATION FINANCIERE

1.1 – EAUX USEES

1.1.1 Réseaux internes au périmètre de la ZAC

Aucune participation spécifique de MONTPELLIER MEDITERRANNEE METROPOLE au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

Il est précisé que le réseau primaire de la ZAC sera constitué par des canalisations gravitaires de diamètre 200 mm et qu'il respectera les préconisations du guide technique de Montpellier Méditerranée Métropole.

1.1.2 Réseau externe au périmètre de la ZAC

Le raccordement de l'opération sur le réseau public ne nécessite aucuns travaux d'extension ou de renforcement des collecteurs publics d'assainissement existants.

Les travaux de raccordement sont à réaliser sous la maîtrise d'ouvrage de L'AMENAGEUR.

1.1.3 Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

La PFAC s'applique à la ZAC, son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à réaliser à la charge de l'aménageur (paragraphe précédents 1.1.1 et 1.1.2).

Le montant des travaux est estimé par l'AMENAGEUR à 2 212 794 € HT.

Le montant total de la PFAC calculée par la METROPOLE pour 2500 logements, 30 000 m² d'activités (bureaux, enseignement, commerces et services de proximité à destination des usagers et habitants) et 4 705 m² d'équipements publics s'établit à 2 186 000 €. Le montant des travaux étant supérieur à la PFAC estimée, aucune PFAC résiduelle ne sera réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

1.2 – EAU POTABLE

1.2.1 Réseaux internes au périmètre de la ZAC

Aucune participation spécifique de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE au financement de ces équipements publics n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eau potable internes à la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

1.2.2 Réseaux externes au périmètre de la ZAC

L'opération est desservie par des réseaux d'eau potable appartenant à deux étages de pression différents :

- l'étage 57 alimenté gravitairement par les réservoirs de Montmaur et de Valedéau ;
- l'étage 80 alimenté par les réservoirs de Lodève et de la Croix d'argent.

Afin assurer les besoins AEP et DECI de l'opération dans des conditions de service satisfaisantes, il a été convenu de raccorder le réseau interne de la ZAC sur l'étage 80.

Les travaux suivants sont nécessaires à l'alimentation de la ZAC en AEP et DECI par l'étage 80 :

- Renforcement de la capacité des ouvrages de stockage et de distribution de l'étage 80 du réseau AEP pour satisfaire aux besoins nouveaux estimés à 5000 logements – opération inscrite au Schéma d'Alimentation en Eau Potable
Montant estimatif : 1 200 000 € H.T. y compris frais d'études et aléas.
La part à la charge de l'opération de l'aménagement est estimée à 50 % du montant total des travaux, proportionnellement à ses besoins (environ 2500 logements) soit 600 000 € H.T.
- Extension du réseau avec une canalisation fonte DN200 sur environ 270 mètres linéaires sous la rue des Chasseurs. Montant estimatif : 200 000 € H.T. y compris frais d'études et aléas

Ces travaux sont à réaliser sous domaine public sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût estimatif total de ces ouvrages est évalué à 800 000 € H.T., y compris frais d'études et aléas.

Soit une participation de 800 000 € HT à la charge de l'aménageur.

1.3 – DEFENSE INCENDIE

Plusieurs poteaux incendie seront mis en place sous la maîtrise d'ouvrage de l'AMENAGEUR dans le périmètre de l'opération pour satisfaire les besoins du projet.

Aucune participation spécifique de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE au financement de ces équipements n'est prévue pour cette opération, l'ensemble des coûts relatifs à la création des équipements de défense extérieure contre l'incendie, internes à la ZAC, étant pris en charge par cette dernière.

II - PAIEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

L'AMENAGEUR s'engage à régler l'ensemble de la participation financière à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE dans un délai fixé conformément à l'échéancier indiqué ci-dessous.

Le paiement s'effectuera de la façon suivante :

- ❑ Une première participation dans un délai de 3 mois après la Déclaration d'Ouverture de Chantier du prochain Permis de Construire prévue le .../.../..., correspondant au montant des travaux liés à la réalisation de l'extension du réseau d'eau potable sous la rue des Chasseurs. L'aménageur aura 45 jours pour régler la somme de 200 000,00 € H.T. **Ce montant est estimatif et sera ajusté en fonction du coût réel des travaux.**
- ❑ Une seconde participation dans un délai de 1 an après la Déclaration d'Ouverture de Chantier du prochain Permis de Construire prévue le .../.../..., correspondant à 50% du montant de la participation au financement des travaux de renforcement de l'étage 80. L'aménageur aura 45 jours pour régler la somme de 522 500 € H.T.
- ❑ Une troisième participation dans un délai de 2 an après la Déclaration d'Ouverture de Chantier du prochain Permis de Construire prévue le .../.../..., correspondant aux 50% restants du montant de la participation au financement des travaux de renforcement de l'étage 80. L'aménageur aura 45 jours pour régler la somme de 522 500 € H.T.

III - REMISE DES OUVRAGES REALISES PAR L'AMENAGEUR

1. POUR LES EQUIPEMENTS D'EAUX USEES, D'EAU POTABLE ET DE DEFENSE INCENDIE

A l'issue des travaux, des essais de réception seront à réaliser conformément aux prescriptions techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la conception et la réalisation des ouvrages, d'eaux usées, d'eau brute et de défense extérieure contre l'incendie.

Préalablement à la réception de l'ouvrage, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et LA COMMUNE participeront aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) menées par L'AMENAGEUR.

Ils pourront être accompagnés le cas échéant de représentants de la société à laquelle les ouvrages seront mis à disposition en vue de leur exploitation ainsi que de la Régie des Eaux.

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, la Régie des Eaux et LA COMMUNE seront amenées à faire toutes remarques sur les travaux exécutés, avant réception, et inviteront L'AMENAGEUR à remédier aux défauts constatés.

Les Opérations Préalables à la Réception (OPR) seront conformes aux prescriptions techniques de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et de la Régie des Eaux et comprendront notamment avant toute visite technique :

Sur les ouvrages d'eaux usées :

- une inspection visuelle ou télévisuelle des ouvrages,
- des tests d'étanchéité associés,
- des essais de compactage des tranchées,
- des plans de récolement des ouvrages conformes au format SIG de la Métropole.

Sur les ouvrages d'eau potable :

- des tests d'étanchéité,
- des essais de compactage des tranchées,
- des essais de potabilisation
- des plans de récolement des ouvrages conformes au format SIG de la Métropole

Sur les équipements de DECI, pour chaque poteau incendie :

- le certificat de conformité comprenant notamment le contrôle débit / pression
- une fiche d'identification de l'équipement précisant sa nature, ses caractéristiques, sa localisation (coordonnées géographiques) et la ressource d'alimentation
- le numéro du PI attribué par le SDIS 34
- des plans de récolement des ouvrages conformes au format SIG de la Métropole

La réception de l'ouvrage ne pourra être prononcée qu'à la levée de l'ensemble des réserves émises lors des opérations préalables à la réception. L'AMENAGEUR fournira, à cette occasion, à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, deux jeux complets du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant l'ensemble des rapports des investigations menées lors des OPR et le Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO).

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE et LA COMMUNE participeront à la réception de l'ouvrage en présence de L'AMENAGEUR. Ils pourront être accompagnés le cas échéant de représentants de la société à laquelle les ouvrages seront mis à disposition en vue de leur exploitation.

2. POUR LES EQUIPEMENTS DE VOIRIE, D'ECLAIRAGE PUBLIC ET D'EAUX PLUVIALES

2.1. ETAPE 1 – Remise de documents

Cette étape est le préalable à toute visite organisée sur site. Elle consiste en la remise des documents nécessaires pour :

- d'une part, s'assurer que les ouvrages réalisés sont conformes aux normes, aux règles de l'art et aux prescriptions de la Métropole ;
- d'autre part permettre aux services de la Métropole, récipiendaires de l'ouvrage et gestionnaire d'en connaître tous les éléments constitutifs en nature et en qualité.

A ce titre, il est réclamé aux maîtres d'ouvrage les documents suivants :

- les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre (réf. Article 21.1. du CCAG travaux 2009). Ces documents doivent présenter les caractéristiques techniques des matériaux, produits et composants de construction précisant notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes en vigueur (réf. Article 23.1. du CCAG travaux 2009) ;
- les documents attestant de la conformité des matériaux, produits et composants de construction aux normes, à savoir soit les attestations de conformité aux normes NF, EN et/ou ISO délivrées par des organismes agréés, soit, à défaut, les essais et épreuves, réalisés conformément aux normes, permettant d'assurer la conformité (réf. Article 24.1. du CCAG travaux 2009) ; *par exemple : fiches techniques, courbe granulométrique, teneur en liant des enrobés, caractéristiques intrinsèques et physiques des revêtements pierre... ;*
- l'ensemble des résultats du contrôle intérieur réalisé par les entreprises en phase chantier (réf. article 28.4. du CCAG travaux 2009) ;
- l'ensemble des résultats du contrôle extérieur réalisé par le maître d'ouvrage en phase chantier ; *par exemple : essai de flexion et de compression réalisés sur les revêtements modulaires, essais de compactage réalisés sur les tranchées, essais de plaques réalisés sur les fonds de forme, hauteurs au sable réalisées sur les revêtements de chaussée... ;*
- l'ensemble des notes de calcul réalisées dans le cadre de la construction des ouvrages à la fois par les entreprises et par la maîtrise d'œuvre (réf. Article 29 du CCAG travaux 2009) ; *par exemple: étude de dimensionnement des chaussées et des ouvrages de génie civil... ;*
- l'ensemble des résultats de pesage des poteaux incendies (pression statique et pression dynamique) ;
- l'ensemble des résultats de contrôle des réseaux humides : tests d'étanchéité, télé inspection, essai de pression... ;
- l'ensemble des résultats de contrôle des réseaux secs comprenant :
 - o les certificats et attestations de bonne exécution,
 - o le Contrôle de conformité électrique et de continuité de terre,
 - o l'étude photométrique de l'installation démontrant la conformité à la norme 13-201 ;
- l'ensemble des attestations de conformité, d'essais d'étanchéité du réseau gaz ;
- le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comportant les plans de récolement des ouvrages exécutés (au format informatique DWG conforme aux prescriptions fixées par la ville décrite dans l'annexe ci-jointe), les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance (réf. Article 40 du CCAG travaux 2009) ;
- le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemblant les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment lors de l'entretien de l'ouvrage (réf. Article 40 du CCAG travaux 2009) ;
- l'ensemble des procès-verbaux de réception des travaux.

Toute réserve levée – faisant expressément apparaître la date retenue comme date d'achèvement des travaux en ce sens que cette date fait partir le délai de garantie sur les ouvrages réalisés; garantie que la ville aura à appeler le cas échéant (art. 41 du CCAG travaux 2009).

2.2. ETAPE 2 – Visite de remise d'ouvrage

Sur la base des documents remis à l'étape 1 s'en suit cette étape de visite de remise d'ouvrage qui s'effectue sur site entre le maître d'ouvrage des travaux et le maître d'ouvrage récipiendaire des ouvrages réalisés et remis en gestion à la collectivité. La visite de réception de l'éclairage public doit être réalisée de nuit afin de vérifier le bon fonctionnement des installations. Cette visite a pour objectif de dresser la liste exhaustive des réserves que prononcera, le cas échéant, la Métropole ; réserves qui feront obstacle à la remise des ouvrages réalisés à la collectivité dans ce sens qu'elles entraînent un problème de sécurité ou de difficulté dans la gestion ultérieure des voiries remises.

IV - CONDITION RESOLUTOIRE

La présente convention sera résolue en cas de défaillance de L'AMENAGEUR. En cas de changement de nom d'aménageur ou de transfert de la ZAC à un autre aménageur, cette convention continue à s'appliquer au nouvel aménageur.

Dans l'éventualité où l'une quelconque des dispositions de la convention serait déclarée nulle ou sans effet, de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, elle serait réputée non écrite et n'entraînerait pas la nullité des autres dispositions.

V - ELECTION DE DOMICILE

Pour exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social.

Fait à Montpellier, le

Pour la COMMUNE

Pour L'AMENAGEUR

Pour MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Maire

Le Président

Le Président

ANNEXE PLANS

1 - Etablissement du plan de Récolement :

Après exécution des travaux, l'entreprise devra fournir un plan de récolement des ouvrages et réseaux divers enfouis ou non, avec caractéristiques des canalisations des réseaux humides, des fourreaux des réseaux secs ou des câbles (EDF, BT, HT...), des branchements particuliers, des coffrets de comptage et des raccordements aux réseaux existants. Ce plan sera rattaché au système de coordonnées RG 93 et au Nivellement Général de la France. Ce plan est totalement indépendant du plan de récolement demandé par les services d'EDF et/ou de France Télécoms, notamment du plan type Rivoli. L'entreprise ayant réalisé les réseaux Pluvial et Eaux Usées devra en outre fournir les profils en long de récolement des réseaux.

Il se présentera sous la forme d'un fichier AUTO CAD version 2007 ou supérieure au format DWG,

Si un plan de surface régulier et à jour existe, le plan de récolement devra s'appuyer sur le dit plan existant s'il est conforme à ce cahier des charges. En l'absence d'un tel plan de surface régulier et parfaitement à jour, l'entreprise devra le faire exécuter à sa charge et devra l'utiliser comme fond de plan.

Le plan de récolement devra être établi conformément aux règles de l'art et aux exigences du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage. Pour cela, les documents seront établis à l'échelle du 1/200^{ème} par un Géomètre expert agréé sur les bases suivantes :

Les relevés de voirie et des réseaux secs seront effectués une fois les travaux terminés, regards mis à la cote, toutefois certains éléments de ce réseau seront relevés à tranchée ouverte si nécessaire. De plus pour les réseaux secs, un point de levé sera effectué entre chaque émergence afin de déterminer la profondeur du réseau. Les relevés des autres réseaux seront réalisés à tranchée ouverte pendant la durée des travaux si nécessaire.

Pour les réseaux humides (hors aep), il sera relevé à chaque regard les éléments suivants :

- La cote Tampon
- Le fil d'eau de départ
- Le fil d'eau du radier
- Le fil d'eau d'arrivée 1, le fil d'eau d'arrivée 2 ...

Nota : Pour le réseau aep, un point de levé sera effectué entre chaque émergence afin de déterminer la profondeur du réseau.

2 - Préparation du document par métiers :

Afin de faciliter l'exploitation ultérieure, par le Maître d'Ouvrage, du plan de récolement exécuté par le géomètre chargé de l'opération, veuillez noter la procédure à suivre :

Toutes les familles seront définies par un préfixe d'au maximum 3 lettres à ajouter au nom du calque AUTOCAD. Veuillez à bien respecter la casse employée pour les 3 lettres du nom préfixal.

Pour toute nouvelle appellation métier, le préfixe devra être soumis au préalable pour accord au Maître d'Ouvrage.

↓ Métier Réseaux Secs Ville :

Préfixe « ECL » pour tout ce qui concerne l'éclairage public.

Préfixe « RT » pour tout ce qui concerne la régulation trafic.

Préfixe « PEG » pour tout ce qui concerne pégase.

Préfixe « VID » pour tout ce qui concerne la vidéo.

Nota : Deux cas de figures sont à envisager dans le métier des réseaux secs :

1^{er} cas de figure : Relevé topographique par la mission géomètre.

Concernant ces métiers ; Eclairage Public, Régulation Trafic, Pégase, Vidéo, les regards mixtes éclairage public et/ou régulation trafic et/ou pégase et/ou vidéo seront insérés dans chaque calque des métiers concernés : ECL, RT, PEG, VID.

2^{ème} cas de figure : Mission d'étude par un bureau d'études.

Concernant ces métiers ; Eclairage Public, Régulation Trafic, Pégase, Vidéo, les regards mixtes éclairage public et/ou régulation trafic et/ou pégase et/ou vidéo seront insérés dans le projet de voirie dans chaque équipements des métiers concernés : ECL équipement, PEG équipement, RT équipement, VID équipements.

↓ Métier Espaces Verts :

Préfixe « ESV » pour tout ce qui concerne les espaces verts.

↓ Métier Voirie :

Préfixe « VOI » pour tout ce qui concerne la voirie : bordures, mobilier urbain, jalonnement, marquages au sol, panneaux de police, bornes et barrières de tout type, le bâti, les murs, talus, clôtures, les revêtements de sol.

↓ Métier Réseaux Humides :

Préfixe « U » pour tout ce qui concerne l'unitaire.

Préfixe « EU » pour tout ce qui concerne les eaux usées.

Préfixe « EP » pour tout ce qui concerne l'eau pluviale.

Préfixe « AEP » pour tout ce qui concerne l'eau potable.

↓ Métier Réseaux Concessionnaires :

Préfixe « FT » pour tout ce qui concerne France Télécoms.

Préfixe « EDF » pour tout ce qui concerne Electricité de France.

Nota : Les supports mixtes EDF et éclairage public ou FT et éclairage public doivent être insérés dans le calque métier éclairage public : ECL.

Préfixe « GDF » pour tout ce qui concerne Gaz de France.

Préfixe « BRL » pour tout ce qui concerne la compagnie du Bas Rhône Languedoc.

3 - Le plan de récolement devra indiquer :

- ↓ La voirie réalisée en surface.
- ↓ Les émergences.
- ↓ Les limites de propriétés.
- ↓ La nature des ouvrages.
- ↓ Le tracé des réseaux secs et humides.
- ↓ Les caractéristiques des canalisations réseaux humides, des fourreaux réseaux secs ou des câbles.
- ↓ Les altitudes des fils d'eau et des tampons ou chambres.
- ↓ Les agrandissements des détails si nécessaires à la compréhension du plan.

4 - Seront à fournir :

- ↳ Les fichiers informatiques correspondant exactement au plan au 1/200^{ème} sur support informatique (cédérom) ainsi que les présentations de chaque planches composant les fichiers au format PDF.

5 - Structure Informatique des fichiers :

Ces fichiers informatiques seront structurés conformément aux directives suivantes :

Pour tous les calques du fichier, prendre l'option « Ducalque » pour le choix de la couleur du calque à employer. Ne pas utiliser l'option « Dubloc » ceci afin d'éviter les problèmes de gestion ultérieure des informations du fichier.

Avant l'enregistrement final, effectuer par les outils appropriés les opérations suivantes :

- 1- Appliquer un « zoom étendu » pour détecter les objets éparpillés non désirables, les effacer. Seul le dessin doit apparaître plein écran.
- 2- Contrôler le fichier.
- 3- Purger le fichier.

Toutes ces opérations ont pour but d'alléger le poids du fichier afin de faciliter sa transmission, son exploitation ultérieure en supprimant tous les calques et blocs inutiles.

La ou les présentation(s) en espace papier ne devra, ne devront pas dépasser 2.00m de long, avoir le cartouche positionné dans la partie gauche du document et comporter un cadre d'une épaisseur de 1mm.

Une fois ces opérations d'entretien effectuées, le fichier terminé, mettre le calque 0 courant et enregistrer celui-ci dans sa version finale avec le nom choisi pour l'opération.

AVERTISSEMENT : L'intégralité des documents et de leurs contenus qui vous sont confiés demeurent la propriété intellectuelle de la ville de Montpellier. Ils ne peuvent être reproduits, même partiellement, sans notre autorisation écrite préalable. Toute action en contre façon sera poursuivie.

6 - Rendu des fichiers sous «Autocad»

La réalisation d'un fichier sera structurée de la manière décrite ci-après :

- L'unité graphique du plan sera une unité égale à un mètre sur le terrain. Menu : Format – Contrôle des unités – Echelle d'insertion, choisir « mètres ».
- Pour tous les calques des fichiers, garder l'option « Ducalque » pour dessiner.
- La couleur « Dubloc » est à proscrire.
- La couleur jaune est à proscrire.
- Les hachures, style de cotation, les polices de caractères seront ceux existants dans le logiciel « Autocad ».
- Les réseaux et fourreaux seront tracés avec l'outil « polyligne » en utilisant l'outil « accrochage aux objets » du logiciel. Ils seront précisés avec leur nombre, leur diamètre, leur type, dans les couches « Txt » correspondantes des gabarits métiers.
- Les « lignes, splines, arcs » sont interdites.
- Les hachures et les aplats de type « solid » sont interdits.
- Les styles d'écritures auront une hauteur telle qu'elles puissent être lisibles au 1/200.
- Les hachures auront une échelle telle qu'elles puissent être lisibles au 1/200.
- La variable « thickness » devra être égale à zéro.
- Le dessin devra toujours être accompagné de légendes complètes et détaillées, reprenant tous les symboles utilisés dans le dessin.

- Avoir 1 calque nommé + 1 couleur attribuée = 1 information. Ne pas hésiter à multiplier les calques selon les différentes informations à dessiner. Cette information ne concerne pas les gabarits métiers.
- La dénomination des calques sera faite de manière intelligible avec un texte expliquant la couche qui ne doit pas comporter plus de 20 caractères. Cette information ne concerne pas les gabarits métiers.
- La dénomination des futures références externes, « Xrefs » plan topographique par secteur, sera faite de manière à ne pas comporter plus de 12 caractères.

Ces deux dernières précisions ont pour but de permettre la lecture entière du nom de la couche dans la fenêtre de « gestionnaire des propriétés des calques » d'Autocad avec l'« Xref » attachée.

Avant l'enregistrement final, effectuer par les outils appropriés d'Autocad les opérations suivantes :

- 1- Appliquer en espace objet un « zoom étendu » pour détecter les objets éparpillés non désirables, les effacer. Le dessin seul doit apparaître plein écran.
- 2- Se remettre en système de coordonnées générales, « SCS » si vous avez travaillé avec un système de coordonnées utilisateur, « SCU ». Menu : Affichage – Point de vue 3D – Vue en plan SCU – SCU général.
- 3- « Contrôler » le fichier. Menu : Fichier – Utilitaires de dessin – contrôler.
- 4- « Purger » le fichier. Menu : Fichier – Utilitaires de dessin – purger.
- 5- Détacher toutes les « X refs » ayant servis à l'élaboration du fichier.
- 6- Mettre le calque « 0 » courant.
- 7- Enregistrer.

Toutes ces opérations ont pour but d'alléger le poids du fichier et d'en faciliter sa transmission et son exploitation ultérieure.